

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 21 octobre 2020, 14 h 41
À : Reza, Arianne (Ext.); Michael Mills
CC : Media; Amélie Langlois; Angela Intranuovo; Anne Levasseur; Bryan Blom; Carole Charette; Lord, David (Ext.); Elizabeth Lindsay; Christensen, Esther (Ext.); Fabrice Ouellet; Boulay, Francois (Ext.); Geneviève Côté; James Stott; Jean-François Létourneau; Julie Hahn; Kadé Rémy; Karim Adam; Liaison; Lucie Brosseau; Maria Cama; Marie-Christine Lalonde; Mario Morneau; Mathieu Latourelle; Medias Sociaux/ Social Media (TPSGC/PWGSC); Melanie Dube (S); Melissa Pacheco; Me' Shel Gulliver Bélanger; Nathalie Larocque; Nicholas Donon; Rachel Lagacé; Renee Harden; Renee Stephen; RosemaryKinnis; Sara Lacasse; Sarah Moreau-Bélanger; Yannick Beauvalet; Amanda Semaan; Crystal Allan; Edith Dauphinais; Haley Walsh; Isabelle Aubin; Mia Arruda; Michael Milito; Nathalie Bétoté Akwa; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC); Tevaughn Anderson; Vanessa Audette
Objet : MISE À JOUR : Alerte médias/Niveau 1 - COVID-19 — Approv. et questions relatives aux procédures et à la chaîne d'approvisionnement des laboratoires de dépistage (contrat Plastiques Moore)/mondial

Question (Q5) ajoutée.

La demande suivante de renseignements des médias a été désignée comme demande de **niveau 1**.

Le Secteur des communications travaillera avec votre groupe afin de préparer la première ébauche de la réponse. Toute nouvelle information qui n'a pas été approuvée précédemment doit être indiquée en mauve.

Niveau d'approbation le plus élevé : CM

Réponse approuvée par le SMA du programme : 21 octobre 2020, 17 h

Alerte médias

Global

Jarvis, Carlyne (Global)

Date de réception de l'appel : 20 octobre 2020, 9 h

Date limite : 21 octobre 2020, 17 h

Niveau 1 – COVID-19 – Approv. Questions relatives aux procédures et à la chaîne d'approvisionnement des laboratoires de dépistage (contrat Plastiques Moore)

CONTEXTE (à titre d'information) :

Cette demande concerne un article de suivi après la publication d'un premier article aujourd'hui. Référence (anglais seulement) : <https://globalnews.ca/video/7407005/coronavirus-a-look-inside-the-supply-chain-crisis-slowing-canadian-labs>. Cette question faisait suite à une réponse fournie par l'ASPC.

Le journaliste a communiqué avec l'ASPC et, après une consultation approfondie, nous avons établi que les deux ministères lui fourniront une réponse. SPAC est uniquement responsable de fournir une réponse aux questions Q2-B et Q4. L'ASPC a déjà répondu au journaliste et ses renseignements sont ajoutés ci-dessous.

ÉNONCÉ DE VALEURS

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Q1. Quand a-t-il été remis? (Fourni au journaliste par l'ASPC)

Le contrat avec Plastiques Moore a été signé en juin 2020.

Q2. A) Quel en était l'objectif? (Fourni au journaliste par l'ASPC)

Il s'agit pour Plastiques Moore de fabriquer des récipients en plastique qui seront utilisés par les laboratoires de santé publique pour l'extraction automatisée (purification et concentration) d'acides nucléiques (ADN ou, dans le cas des coronavirus, ARN) à partir d'échantillons de fluides biologiques. L'extraction de l'ARN est une étape du processus de test d'un échantillon prélevé dans le but de déterminer si un individu est atteint d'une infection active par le virus du SRAS-CoV-2.

Q2. B) Qu'avez-vous acheté? Combien? Pour quel (La réponse doit

(inintelligible) seulement distribués aux laboratoires de la santé publique ou à d'autres hôpitaux aussi?

Non, les produits n'ont pas encore été distribués, car le processus de fabrication est encore en cours de finalisation. Nous les expédierons aux provinces et aux territoires, qui décideront de la manière d'utiliser le matériel dans leur province ou leur territoire. Nous ne choisissons donc pas à quel laboratoire le matériel est destiné. Cette décision revient aux provinces.

Q4. Existait-il des contrats semblables pour les plastiques utilisés dans les laboratoires? (SPAC)

Q5. Quand le gouvernement du Canada recevra-t-il le produit du fabricant? (SPAC)

...
Voici la question initiale et la réponse de l'ASPC, fournies au journaliste le 19 octobre 2020 :

Q3. Le gouvernement fédéral devrait-il prendre la tête d'une solution nationale aux problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement des laboratoires de dépistage de la COVID (fabrication au Canada)?

Depuis le début de la pandémie mondiale, le gouvernement du Canada a travaillé en étroite collaboration avec l'industrie canadienne pour garantir l'approvisionnement en équipement de protection individuelle, en dispositifs médicaux et d'autres éléments clés de la lutte contre la COVID-19. Les chaînes d'approvisionnement nécessaires pour soutenir une stratégie de test dynamique ne sont pas différentes et le Canada a travaillé avec diverses entreprises pour s'assurer un approvisionnement domestique de produits chimiques, d'enzymes et de consommables en plastique nécessaires pour soutenir les laboratoires fédéraux et provinciaux. Par exemple, le gouvernement a signé des contrats avec Bio Basic Inc., Rane Pharmaceutical Inc et GL Chemtec pour la fabrication de thiocyanate de guanidinium, un produit chimique clé nécessaire aux tests de dépistage de la COVID-19, tandis que Plastiques Moore produit des consommables en plastique utilisés dans le processus de test. Le gouvernement continue de rechercher des sources d'approvisionnement auprès des fournisseurs traditionnels et travaille avec les entreprises nationales qui se sont réorganisées pour renforcer la capacité nationale concernant les principaux intrants qui étaient en pénurie mondiale, comme les écouvillons et les réactifs.

De plus, le gouvernement du Canada soutient les provinces et les territoires en leur fournissant un financement de 4,28 milliards de dollars pour les aider à augmenter leur capacité de dépistage, de recherche de contacts et de gestion des données afin de pouvoir mieux détecter et gérer la propagation de la COVID-19. L'objectif est de s'assurer que les provinces et territoires auront la capacité de tester jusqu'à 200 000 personnes par jour à l'échelle nationale. Dans le cadre du Cadre de relance sécuritaire, les provinces et territoires se sont engagés à augmenter leur capacité de dépistage en fonction de leurs réalités administratives.